MUBARAK SOOLTANGOS :

«Maurice, centre de conversion de matières premières de l'Afrique»

Lors du Logi-consult Trade and Investment Forum 2025, récemment, le Junior Minister des Affaires étrangères, Rajen Narsingh, a indiqué que Maurice intensifie ses efforts pour positionner le pays comme l'un des centres logistiques les plus grands et les plus compétitifs de l'océan Indien. Quelle est la pertinence d'une telle initiative pour la croissance économique ?

Il faut savoir que le gouvernement a hérité d'un port qui ne classifie parmi les plus au monde. Il est primordial de dire que nous intensifions les efforts alors que les efforts, s'il y en a, ne commencent que maintenant.

Je ne crois pas que notre problème soit dû à la mauvaise qualité des équipements. C'est plutôt une improductivité chronique de la main-d'œuvre, sous-jacente augmentée en nombre pour cause les protégés de toute sorte et tolérée depuis des années puisque ce sont des agents politiques intouchables.

Si nous ajoutons à cela des recrutements à haut niveau sur des critères ne tenant pas compte des compétences, et des promotions accordées sur la base de l'allégeance politique, nous avons les ingrédients ce qu'il faut pour créer un ensemble délétère qui ne peut être contrôlé et discipliné ni à l'intérieur, ni de l'extérieur. Si nous continuons le cadi de la main-d'œuvre consacrée à la logistique, nous risquons de voir une masse salariale gigantesque et une facture d'heures supplémentaires astronomiques, entraînant de l'improductivité de tout système qui sommeille. Partout où la productivité de la main-d'œuvre peut être mesurée avec précision, ce qui est le cas des ports, les gestionnaires intelligents optent pour un salaire de base augmenté d'une rémunération proportionnelle à la valeur de production. C'est le meilleur vecteur de la productivité.

J'aurais introduit tout de suite un barème de rémunération à la pièce, en laissant les salaires de base, même si ce procédé coûte immédiatement. Ils le font déjà à Port-Louis à défaut de quoi, nous ne ne trouverons jamais un accord avec les syndicats. Il faut qu'à la fin du volume des opérations du port augmentera, oxygène par une rémunération proportionnelle à l'effort de nos travailleurs. Au bout de trois ans, nous aurons un volume d'opérations qui aura explosé, et nous aurons ce qui absorbera le coût augmenté de la main-d'œuvre de départ.

Le **Junior Minister a, en outre, souligné les opportunités à forte croissance dans les régions de la SADC, du COMESA et de la COI et a encouragé davantage d'investissements, les pays africains commerceront davantage avec eux qu'avec l'Europe et leur. Or, le potentiel commercial entre les pays africains est encore inexploité de tirer parti de nos adhésions à la SADC, le COMESA, la COI et la Zone de libre-échange continentale africaine. Partagez-vous son avis ?**

Si l'Afrique, gros producteur de matières premières (minérales, maritimes et agricoles) continue à exporter sa production brute vers l'occident, c'est parce que l'Europe en particulier ne consentira jamais à la laisser construire ses produits de base en produits semi-finis et produire de la valeur ajoutée sur son sol. La prospérité de l'Europe a été bâtie sur les prix dérisoires des matières premières.

C'est la continuation de la colonisation à distance, qui passe, soit par l'instabilité politique perpétuelle en Afrique, pilotée par l'Europe soit la mise en place de dirigeants à leur solde qui font tout pour freiner le développement de leurs propres pays. L'Europe ne laisse pas sur les moyens d'empêcher l'installation de tout gouvernement progressiste, et à maigre tout cela ne prospère, elle le renversera bien qu'il ait été démocratiquement élu. Inciter et financer des soulèvements de rue ou la guerre est une recette payante pour l'Europe.

Le salut de Maurice se trouve en conversion de matières premières de l'Afrique (tout au moins agricoles). Nous faisons partie de l'Afrique tout en n'étant pas africains aux yeux de l'Ouest, parce que nous sommes dépourvus de ses services, (touristique et financier) établi et reconnu pour sa qualité et supporté par une armée de services, aussi bien que de nos produits manufacturés vers les pays occidentaux.

De l'autre côté, le ministre de l'Agro-industrie, Arvin Boolell, s'agissant de l'économie bleue, parle de l'importance de mobiliser le soutien des pays voisins concernant la mise en place d'un port de pêche qui peut, dit-il, être doté d'une dimension régionale. Il parlait en outre d'abondance du bon dans la zone économique exclusive du pays de produit de grande valeur qui doit être pêché, précise-t-il, dans le cadre d'un développement durable renforcé dans le secteur. Votre opinion sur le potentiel économique de l'économie bleue ?

Le besoin d'exploiter nos ressources maritimes comme pôle de développement est indéniable, même nos gouvernements successifs se sont contentés de faire des vœux pieux à ce sujet, manquant en grande pompe la conversion de Maurice en *Seafood hub*, mais en laissant toutes les initiatives au secteur privé. Il y a des préliminaires dans la recherche de ce résultat.

Ce sont avant tout des études de tous les instants avec le secteur privé pour définir une vision et la stratégie à mettre en place, en place les moyens de financement des investissements de départ. Il faut commencer par des discussions d'État à État avec les pays acheteurs dans le but de rechercher le filon aux espèces de produits dans ces pays et des arrangements financiers avantageux.

Il y a ensuite la formation de la main-d'œuvre pour l'extraction des ressources maritimes et leur conservation. Ce point est d'une importance plus court, soit investir dans les moyens de production pour ne pas avoir à importer du poisson. Les préliminaires, et il y en a beaucoup, sont la responsabilité de l'administration. Ce travail est laissé aux trésoriers – surveiller l'argent, ne pas faire de gaspillage permanent et le suivi permanent du projet. Très accompli, l'économie bleue restera un vœu pieux.

En conclusion, l'exploitation du potentiel commercial entre les pays africains et l'économie bleue sont-elles cruciales dans la perspective de croissance de notre économie ?

Elles le sont certainement puisqu'il s'agira de nouveaux piliers de développement qui viendront diversifier notre économie et l'user sur la production pétrolière que sur cette dominateur qui s'appelle la croissance par la demande, qui nous a ruinés.

TIRS CROISÉS Journée mondiale

Économie bleue et centre logistique compétitif

Comment sortir du slogan creux

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

Alors que cela fait des années que nous entendons parler d'économie bleue, force est de constater que cela n'a été qu'un vœu pieux. Aujourd'hui que le nouveau gouvernement veut le projet comme une idée phare tout comme faire du port un des centres logistiques les plus compétitifs de l'océan Indien, comment éviter que ces ambitions ne soient pas qu'un slogan creux ?

Mubarak Soultangos, observateur économique, fait des suggestions pour que le port continue un volume d'opérations nettement plus important. Quant au potentiel commercial entre les pays africains, il note que « *l'Europe ne consentira jamais à les laisser convertir leurs produits de base en produits semi-finis, et produire de la valeur ajoutée. C'est la continuation de la colonisation à distance, qui passe par l'instabilité politique perpétuelle en Afrique, piloté par l'Europe* ». C'est là où se trouve le salut de Maurice, souligne-t-il, qui peut devenir un centre de conversion de matières premières de l'Afrique. Toutefois, prévient-il, « *sans dialogue permanent et le suivi permanent du progrès accompli, ces projets ne seront qu'un vœu pieux.* »

De son côté, Amit Bakhiria, CEO d'Anneau, société de services financiers, martèle qu'« *il est essentiel, au-delà de la conceptualisation théorique des plans directeurs, que nous nous concentrons davantage sur l'exécution* ». Pour un pays qui vise la migration vers un État océanique, une installation agricole de dimension régionale et mise, confirme-t-il. D conseille vivement des alliances géostratégiques avec les Chinois « *car nous devons servir de port pour entre l'Asie et l'Afrique et vice versa* ».

La Chine étant le plus grand partenaire commercial bilatéral de l'Afrique, faire il comprendre, « *c'est sur cette voie que se développera probablement une part raisonnable du commerce mondial futur au cours des prochaines décennies. Nous devons viser à capturer au moins 10 à 20 % de tous les volumes d'échanges bilatéraux Chine/Afrique transitant par Maurice et vice-versa par nos ports.* »

Pour Takesh Luckho, économiste, si Maurice veut devenir « *un tigre de la région, il faudra aller vers des secteurs d'innovation* ». Port-Louis étant entre l'Afrique et l'Asie, il peut devenir un port stratégique de transition. Ce qui l'induit à dire que la prochaine étape est ainsi de transformer le port en un centre logistique « *pourvoyant des services portuaires, renforçant par là même l'importance de Maurice en tant que partenaire international ou régional* ». Il estime que le potentiel de l'économie bleue est sous-exploité pour des raisons logistiques et géopolitiques.

Lors du *Logi-consult Trade and Investment Forum 2025*, récemment, le Junior Minister des Affaires étrangères, Rajen Narsingh, a indiqué que Maurice intensifie ses efforts pour positionner le pays comme l'un des centres logistiques les plus grands et les plus compétitifs de l'océan Indien. Quelle est la pertinence d'une telle initiative pour la croissance économique ?

Il est primordial de positionner Maurice comme centre important. Depuis des décennies, nos gouvernements successifs ont négligé les ports. Maurice, en tant que modèle économique, prenne une dimension autre. Jusqu'ici, nous dépendons de trois marchés, principalement l'industrialisation ; sur les secteurs primaire et secondaire.

Depuis 2000, nous nous sommes tournés vers le secteur tertiaire, celui des services. Mais, depuis 5 ans environ, nous sommes dans une dynamique stagnante. Les secteurs qui créent de la croissance (IRS/IRA, etc.) disparaissent désormais. D'où la grande nécessité de trouver d'autres créneaux de croissance.

Maurice est un pays stratégique géographiquement parlant. Nous avons connu depuis longtemps de faire du pays un Hub dans plusieurs secteurs économiques (logistique). Nous n'avons malheureusement rien vu de concret. Si nous voulons que Maurice croisse et devienne un tigre de la région, comme Singapour ou Hong Kong, il nous faut aller vers des secteurs d'innovation.

Port-Louis étant entre l'Afrique et l'Asie, il peut devenir un port stratégique de transition. Nous avons commencé à le faire pour les bateaux de croisière. Il faut voir ce que nous avons de transformer notre port en un centre logistique pourvoyant des services portuaires, renforçant par là même l'importance de Maurice en tant que partenaire international ou régional.

Le *Junior Minister* a en outre souligné les opportunités à forte croissance dans les régions de la SADC, du COMESA et de la COI et a regretté que malgré leur proximité, les pays africains commercent davantage avec le reste du monde qu'entre eux. Le potentiel commercial entre les pays africains est encore inexploité de tirer parti de nos adhésions à la SADC, la COMESA, la COI et la Zone de libre-échange continentale africaine. Partagez-vous son avis ?

D'un point de vue géopolitique régional, nous avons historiquement négligé ce qui aurait dû être aujourd'hui notre principal marché économique : l'Afrique.

Les différences niveaux de groupe et même à l'Union africaine, l'île Maurice a été un participant raisonnablement - endormi - pendant des décennies, pour des raisons d'héritage historique et économique. Cette dépendance excessive aux marchés européens. Il a récemment été rapporté que nous devrions encore quelque 11 millions de dollars de frais à la SADC ! et... ce qui donne un comportement inacceptable de la part d'un pays soi-disant «riche».

Par conséquent, même si nous devons naturellement renforcer et développer nos liens avec l'Afrique, cela prendra du temps et cela ne pourrait pas être potentiels, sans relations de travail claires à long terme.

Notre modèle économique devrait être davantage orienté vers le continent africain. Aujourd'hui, notre PIB ne représente que 0,10 % des 3 000 milliards de dollars de production économique de l'Afrique.

Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour comprendre qu'il faut faire davantage pour l'avenir.

De l'autre côté, le ministre de l'Agro-Industrie, Arvin Boolell, s'agissant de l'économie bleue, parle de l'importance de mobiliser le soutien des pays voisins concernant la mise en place d'un port de pêche qui peut, dit-il, être doté d'une dimension régionale. Il parlait en outre d'abondance du bon dans la zone économique exclusive du pays de produit de grande valeur qui doit être pêché, précise-t-il, dans le cadre d'un développement durable renforcé dans le secteur. Votre opinion sur le potentiel économique de l'économie bleue ?

C'est invariablement le cas, oui, mais nous pensons que l'économie bleue doit être fondée sur la coopération en tout que point entre l'Afrique et l'Asie. Pour faire simple, nous devons viser à exploiter au moins 10 à 20 % de tous les volumes d'échanges bilatéraux Chine/Afrique transitant par Maurice et vice-versa par nos ports. Du point de vue de la durabilité, la pêche est le plus grand marché du monde entier. C'est donc là que nous devons nous concentrer sur le marché local.

Considérant une consommation par habitant d'environ 24 kg en Asie et une consommation encore faible d'environ 9,2 kg par habitant en Afrique, le potentiel du marché est énorme !

Le positionnement reste essentiel pour faire de notre pays une véritable grande économie océanique et pas seulement un slogan.

TAKESH LUCKHO (Economiste):

«L'essentiel est d'énergie sur une base de partenariat régional»

Lors du *Logi-consult Trade and Investment Forum 2025*, récemment, le *Junior Minister* des Affaires étrangères, Rajen Narsingh, a indiqué que Maurice intensifie ses efforts pour positionner le pays comme l'un des centres logistiques les plus grands et les plus compétitifs de l'océan Indien. Quelle est la pertinence d'une telle initiative pour la croissance économique ?

Il est primordial de positionner Maurice comme centre important. Depuis des décennies, nos gouvernements successifs ont négligé les ports. Maurice, en tant que modèle économique, prenne une dimension autre. Jusqu'ici, nous dépendons de trois marchés, principalement l'industrialisation ; sur les secteurs primaire et secondaire.

Depuis 2000, nous nous sommes tournés vers le secteur tertiaire, celui des services. Mais, depuis 5 ans environ, nous sommes dans une dynamique stagnante. Les secteurs qui créent de la croissance (IRS/IRA, etc.) disparaissent désormais. D'où la grande nécessité de trouver d'autres créneaux de croissance.

Maurice est un pays stratégique géographiquement parlant. Nous avons connu depuis longtemps de faire du pays un Hub dans plusieurs secteurs économiques (logistique). Nous n'avons malheureusement rien vu de concret. Si nous voulons que Maurice croisse et devienne un tigre de la région, comme Singapour ou Hong Kong, il nous faut aller vers des secteurs d'innovation.

Port-Louis étant entre l'Afrique et l'Asie, il peut devenir un port stratégique de transition. Nous avons commencé à le faire pour les bateaux de croisière. Il faut voir ce que nous avons de transformer notre port en un centre logistique pourvoyant des services portuaires, renforçant par là même l'importance de Maurice en tant que partenaire international ou régional.

Le *Junior Minister* a en outre souligné les opportunités à forte croissance dans les régions de la SADC, du COMESA et de la COI et a regretté que malgré leur proximité, les pays africains commercent davantage avec le reste du monde qu'entre eux. Le potentiel commercial entre les pays africains est encore inexploité de tirer parti de nos adhésions à la SADC, la COMESA, la COI et la Zone de libre-échange continentale africaine. Partagez-vous son avis ?

Si nous voulons être un pays voisine concernant la mise en place d'un port de pêche qui peut, dit-il, être doté d'une dimension régionale. Il parlait en outre d'abondance du bon dans la zone économique exclusive du pays de produit de grande valeur qui doit être pêché, précise-t-il, dans le cadre d'un développement durable renforcé dans le secteur. Votre opinion sur le potentiel économique de l'économie bleue ?

La encore, le potentiel de l'économie bleue est sous-exploité pour des raisons logistiques et géopolitiques. Maurice est un petit pays mais la ZEE est grande et nous la partageons avec plusieurs pays voisins comme Madagascar, les Seychelles, les Maldives. Il y a des initiatives que nous pouvons prendre et collaborations avec d'autres pays car si nous avons une certaine expertise, nous n'en avons pas toutes comme celle de l'exploitation des ressources maritimes autres que le thon.

Il faut une collaboration avec les pays voisins et les pays de la région. Alors qu'en est confronté à la sécheresse, décadrant du changement climatique, nous pouvons nous aider à faire face à ce désastre. Nous pouvons profiter de l'énergie sur une base de partenariat régional.

Maurice peut être un point d'ancrage pour le développement de l'économie bleue. Il importe d'avoir un plan stratégique pour Maurice d'abord et ensuite pour la région. Il faut voir dans dans notre économie et non pas faire d'elle une *Stand Alone Industry*.

En conclusion, l'exploitation du potentiel commercial entre les pays africains et l'économie bleue sont-elles cruciales dans la perspective de croissance de notre économie ?

En paraphrasant ma thèse, j'ai voulu savoir à quel point notre pays bénéficie des accords commerciaux régionaux et quel est notre taux d'usage. Oui, un pays ouvert comme Maurice bénéficie du commerce international, mais il faut voir la valeur de produits et en termes de marchés exploitables.

De l'autre côté, les bénéfices dépendent d'un pays à l'autre. Par exemple, nous avons dit que *Natural Trading Partners* (avoir des produits différents) l'le problème avec les pays africains, c'est qu'ils utilisent presque les mêmes produits, ce qui limite le potentiel d'exploitation. Par exemple, si nous exportons du sucre ou des produits manufacturiers, plusieurs en font de même. Pour mieux exploiter ces accords, il convient de devenir des *Natural Trading Partners* et non des concurrents. Il faut développer davantage le marché africain et adopter nos produits. En effet, une véritable intégration régionale ne nous pouvons exploiter avec ces accords préférentiels.